

# Commerce illicite de la drogue à Dakar

## Dimensions et intersections avec la gouvernance

Boubacar Diarisso et Charles Goredema

### Résumé

Les auteurs analysent en profondeur la situation relative aux drogues illégales dans la capitale du Sénégal, Dakar. Cette analyse couvre divers aspects, et notamment le cannabis, la cocaïne et l'héroïne, ainsi que les produits pharmaceutiques contrefaits, l'étendue des cultures, le mode de consommation, les méthodes et itinéraires du trafic international, le rôle des femmes, l'action de la police et l'impact du trafic sur la gouvernance. Les auteurs concluent que bien qu'il n'existe aucun élément prouvant que les drogues sont fabriquées à Dakar, et qu'il n'y ait pas suffisamment d'indicateurs pour qualifier Dakar de plaque tournante du trafic de drogue, l'utilisation de la ville pour acheminer les drogues vers d'autres parties du monde pourrait représenter un intérêt.

ANCIENNE CAPITALE DE L'AFRIQUE occidentale française pendant la période coloniale de 1902 à 1958, puis de l'éphémère Fédération du Mali en 1959, la ville de Dakar est devenue la capitale politique et économique de l'État nouvellement indépendant du Sénégal en 1960. Étant l'un des rares pays en Afrique à ne jamais avoir connu de coup d'état militaire, le Sénégal est considéré stable sur le plan politique. Il est situé au sud du désert du Sahara, dans la partie la plus à l'ouest du continent africain, à 6 132 km de New York, 4 371 km de Londres, 4 202 km de Paris, 6 619 km du Cap et 5 036 km de Rio de Janeiro.<sup>1</sup> Son aéroport a représenté une escale majeure dès le début du transport aérien commercial.<sup>2</sup>

Au cours du 18<sup>e</sup> siècle, Dakar n'était rien d'autre qu'un village. Son nom serait apparu pour la première fois sur une carte en 1750.<sup>3</sup> Les premiers bâtiments sont apparus en 1857 dans le sillage de la construction d'un fort français. Par la suite, un plan cadastral a été élaboré et le développement a commencé en 1858.<sup>4</sup> La ville a été construite pour répondre à certains besoins stratégiques et administratifs de l'empire français, et elle est donc devenue un symbole et un pilier essentiel du projet impérial français en Afrique. Elle a servi de point de départ pour conceptualiser et perfectionner la dominance politique de la France, notamment sur l'Afrique occidentale. Étant donné son emplacement avantageux et sa population cosmopolitaine, Dakar est

un lien essentiel dans les relations et les affaires internationales.<sup>5</sup>

Dakar jouit d'un réseau de télécommunications et d'infrastructures qui fait de la ville une destination privilégiée pour les événements culturels, politiques et économiques internationaux. La métropole couvre une superficie de 547 km<sup>2</sup> et représente 0,3 pourcent de la taille totale du Sénégal de 196 712 km<sup>2</sup>. L'implantation à Dakar de grandes usines industrielles pour la production de produits destinés à l'exportation et le reconditionnement de produits importés pour le marché sénégalais local ont transformé la ville en pôle industriel de la région. Dakar est devenue le plus grand centre du Sénégal puisque les activités économiques clés du pays reposent

sur des services fournis par la ville. Elle est aussi devenue un point focal pour la migration intérieure et transfrontalière.

Une répartition par groupe d'âge réalisé en 2008 montre que la population de Dakar est pour l'essentiel très jeune, avec 44,7 pourcent des jeunes en dessous de 20 ans et plus de 70 pourcent en dessous de 35 ans.<sup>6</sup> Le groupe des plus de 60 ans représentait un peu plus de cinq pourcent de la population. En 2007, l'espérance de vie moyenne était estimée à 59,8 ans, et à 61,3 ans<sup>7</sup> pour les femmes.

Le cannabis est la drogue la plus communément consommée à Dakar et au Sénégal. Comme il est facile à obtenir et comparativement bon marché, le cannabis est de loin la drogue la plus populaire, et il est utilisé par toutes les couches sociales de la population. Lors d'un débat sur « la sécurité des citoyens et leur pauvreté » à l'Assemblée Nationale le 4 juin 2013, le Ministre de l'Intérieur, le Général Pathé Seck, a annoncé qu'en 2012, environ 1,5 t de cannabis, 12,45 kg de cocaïne et 36 g d'héroïne avaient été saisis par la police sénégalaise. Le trafic de drogues au Sénégal est dominé par Dakar, suivie de près par Kaolack, une ville carrefour avec des connexions vers la Mali et la Gambie.<sup>8</sup> Les zones de Dakar qui suivent sont connues pour l'entreposage et la dissimulation de drogue, et notamment du cannabis:

- Keur Mbaye Fall (banlieue)
- Mbao Protected Forest
- Mbeubeusse (décharge)<sup>9</sup>
- Boune (Pikine)<sup>10</sup>

Le Cannabis peut s'obtenir facilement dans les banlieues de Dakar de Pikine, Guédiawaye, Parcelles Assainies, Thiaroye, Yeumbeul et Keur Massar, ainsi qu'à Rufisque, à 25 km de Dakar. Les populations urbaines pauvres, qui ont quitté les zones rurales en quête d'une vie meilleure, ont élu domicile dans les quartiers de Dakar. Certaines d'entre

elles sont impliquées dans le trafic de cannabis.

La plupart du cannabis que l'on trouve à Dakar est cultivé dans des fermes de la région. Il est souvent cultivé sur de petites parcelles de terrain dans la région maraîchère fertile des Niayes, une zone d'environ 100 km<sup>2</sup> le long de la côte, et qui s'étend presque jusqu'à Saint-Louis au nord-ouest du pays. Les plantes sont cachées au milieu des cultures ordinaires. Les petites fermes de cannabis, souvent gérées par des femmes, représentent une bonne source de revenu. Par exemple, le prix payé à un agriculteur pour 5 kg de cannabis, soit le produit de trois ou quatre plantes, est équivalent au revenu généré par la culture de 2 ha de pommes de terre. Cependant, comme la disponibilité des terres pour l'agriculture est réduite sous la pression des terres réservées à la construction de logements, et des activités répressives des forces de l'ordre, la culture du cannabis est en déclin dans la région des

## On a constaté une forte augmentation de l'abus de cannabis à Dakar

Niayes. L'approvisionnement en cannabis de Dakar dépend de plus en plus de certains agriculteurs sénégalais qui, pour augmenter leurs revenus, abandonnent les cultures de subsistance au profit de la culture du cannabis. Les trafiquants sont prêts à payer un prix élevé aux agriculteurs, souvent avant la livraison. Cela est notamment le cas pour les Îles Karonés, Blouff et Sine Saloum.<sup>11</sup> Une grande partie du cannabis qui alimente le marché de Dakar provient des fermes de l'arrière-pays.<sup>12</sup>

Il convient de noter que la culture de cannabis s'est répandue de la Grande Zone des Niayes à d'autres parties du Sénégal. Aujourd'hui, les zones qui peuvent être utilisées, et qui le sont, pour la culture du cannabis sont réparties dans tout le pays, de la manière suivante:

- La région Gandiol-Saint-Louis des Niayes
- Le long de la rivière du Sénégal jusqu'à La Pointe de Sangomar
- Le long de l'affluent de Sine Saloum
- Les Îles du Saloum
- Le sud, en particulier dans le Département de Bignona
- La région de Kolda, près de la frontière avec la Guinée-Bissau

La région de la Casamance dans la partie sud du Sénégal, est considérée comme la plus grande zone de culture de cannabis du Sénégal. La criminalité dans la région est accentuée par l'insécurité qui y prévaut depuis trois décennies. Les Niayes (corridor Dakar-Gandiol-Saint-Louis) abritent de vastes réseaux de distribution et de commerce de cannabis. Au cours des dernières années, on a constaté que des éleveurs de bétail troquaient leurs animaux de ferme, l'aliment pour animaux, voire même des

réserves de denrée alimentaires, contre du cannabis. Il est aussi difficile d'estimer la quantité de cannabis produite dans la région que d'y organiser des campagnes d'éradication.

D'après les données fournies par la brigade anti-drogue de la police sénégalaise, on trouve plusieurs variétés de cannabis, y compris la verte de Mboro, qui est une variété localement améliorée; le Green Makut, une variété provenant de Gambie; le Lopito ou Lops du Ghana; le Bouddha, une « variété améliorée » de Casamance; le Ganila du Mali;<sup>13</sup> et le Salsa, une variété « colombienne » introduite en 1996.

On a constaté une forte augmentation de l'abus de cannabis à Dakar, qui peut être attribuée à sa disponibilité, mais

aussi au tabagisme récréatif des jeunes chômeurs. L'âge moyen des utilisateurs est assez bas, les premiers utilisateurs étant âgés d'à peine 12 ou 13 ans.<sup>14</sup> Le Cannabis est connu pour être utilisé dans des institutions universitaires telles que l'Université de Dakar et les collèges de Dakar.

## Trafic de cannabis à Dakar

Nous avons fait une distinction entre les revendeurs et les trafiquants de drogues en fonction de l'ampleur de leur commerce. L'argent généré par le commerce du cannabis a attiré à la fois les petits revendeurs et les « grands trafiquants ». Bien que le commerce affecte de nombreux quartiers, c'est essentiellement dans les quartiers les plus populaires que le commerce est le plus fréquent et le plus ouvert. Les zones les plus notoires sont Niary-Tally, Grand-Dakar et Yoff, ainsi que les banlieues de Thiaroye, Pikine et Guédiawaye. Malgré les efforts des autorités, ces zones continuent à être les lieux de rendez-vous préférés des revendeurs et trafiquants de cannabis. Les drogues sont aussi vendues dans les principaux marchés de Dakar. Il existe une « code du silence » virtuel dans les quartiers pauvres. D'après la police, les habitants sont soit des complices ou des témoins réticents. Même quand les résidents connaissent les trafiquants, ils ne les dénoncent pas. Et on ne peut que spéculer sur les raisons, que ce soit une assistance qu'ils ont reçue de ces trafiquants ou les relations sociales. Cependant, au cours de notre étude, il a été indiqué à plusieurs reprises que de manière générale, les Sénégalais ne se dénonçaient pas les uns les autres à la police car cela était considéré comme une forme de lâcheté.<sup>15</sup> Par ailleurs, la relation entre la police et le public n'est pas propice à une coopération spontanée. En effet, la police est perçue comme étant antipathique et corrompue. Malgré cela, la police procède à des

arrestations quotidiennes liées au trafic de cannabis dans les quartiers mentionnés.

La police arrête régulièrement des « détaillants de paquets », c'est-à-dire des petits revendeurs qui vendent des « cônes », nom usuel pour une petite mesure de drogue. Le cannabis est vendu en secret dans les maisons ou dans la rue. En effet, pour trouver de petites quantités de cannabis, il suffit de se rendre dans certains coins de rue. Il n'est pas rare que les revendeurs vous accostent spontanément pour vous proposer des cônes. Les petits

## La relation entre la police sénégalaise et le public n'est pas propice à une coopération spontanée

revendeurs de coin de rue gardent la drogue dans leurs poches, les enterrent dans le sable ou les cachent dans une décharge ou sous des véhicules abandonnés, pendant qu'ils attendent les clients. Les plus gros trafiquants ont recours à une certaine forme de transport. À l'heure actuelle, les motos sont le mode de transport le plus commun. En effet, une moto est une cache idéale pour le revendeur moyen car elle permet de transporter discrètement 2 à 3 kg de cannabis. Les plus gros trafiquants utilisent des véhicules automobiles et des canoës pour transporter les drogues vers Dakar, notamment en partance et à destination des plages de Bargy et Sendou. Le cannabis est souvent débarqué le long de la côte sénégalaise longue de 118 km.

Foirail de la Seras et la station de transport routier de marchandises à Mbao, au Mali, sont considérés comme des « points chauds » pour le trafic de cannabis à Dakar. La plupart des gros revendeurs s'approvisionnent là-bas. Interrogées sur ce sujet, la police et la gendarmerie sénégalaises ont affirmé de manière catégorique, qu'aucun réseau

de crime organisé n'était activement impliqué dans la revente ou le trafic de cannabis.<sup>16</sup> Elles ont, par ailleurs, indiqué que bien que les confrontations entre les trafiquants et les revendeurs pouvaient parfois être violentes, le niveau de violence n'était pas comparable à celui constaté en Afrique du Sud ou au Nigeria. Toujours selon la police, les trafiquants utiliseraient très rarement des armes.<sup>17</sup>

La façon dont la police perçoit les réseaux criminels pourrait s'expliquer par une définition étroite du crime organisé. Notre étude montre que le cannabis est

produit de manière systématique par des producteurs qui sont payés à l'avance. La drogue est ensuite transmise aux acheteurs qui organisent le transport de cannabis vers les marchés urbains où il est caché par les grossistes jusqu'à ce qu'il soit distribué aux détaillants. L'absence de violence, ou son étendue limitée, n'est pas un facteur décisif. Le profilage détaillé des réseaux de revente de cannabis permettra de renforcer le poids de cet argument.

## Trafic de drogues dures

Aucune drogue dure n'est produite à Dakar. Cependant, il est évident que le trafic de cocaïne et d'héroïne existe dans la ville. Les affaires jugées par la Cour d'Assises depuis 2008 montrent que le trafic de cocaïne est en augmentation. L'affaire opposant le Parquet Général à Franck Koma, un ressortissant nigérian, concernait 10 paquets contenant un total de 5 kg de cocaïne mélangée à 10 kg de poudre blanche.<sup>18</sup> L'accusé a aussi été trouvé en possession d'un passeport guinéen. Dans une autre affaire, M. Douglas Quashie, un ressortissant ghanéen, a été arrêté avec un certain Aïssatou P Diallo sur un quai à Dakar alors qu'il était en train de débarquer du

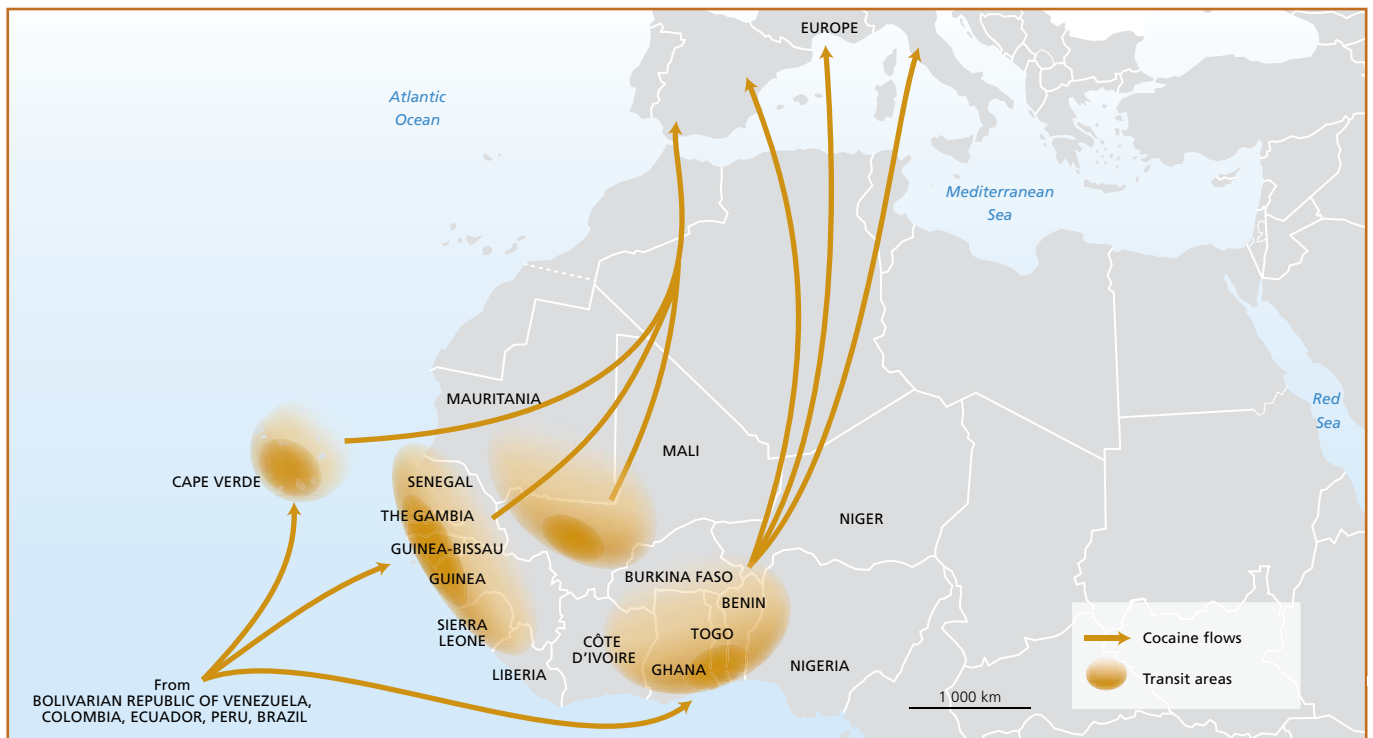


Figure 1 : Flux de cocaïne et zones de transit

Source: Rapport de l'ONUDC sur le crime organisé transnational en Afrique occidentale—Octobre 2013

bateau Aline Sitoé Diatta qui venait juste d'arriver de Ziguinchor. Ils ont été trouvés en possession de 4,5 kg de cocaïne et ont été inculpés de complot criminel et de trafic international de cocaïne.<sup>19</sup> Cependant, comme l'élément étranger n'a pas pu être prouvé, l'inculpation de trafic international de drogue a dû être changée en transport intérieur de drogues à haut risque.

Dans les affaires liées au trafic international de drogue, l'élément étranger est un facteur déterminant. Dakar devient de plus en plus une zone de transit dans le trafic international de drogue. Plusieurs points d'entrée ont été identifiés. L'aéroport international Leopold Sedar Senghor de Dakar est un point de transit majeur. Le port de Dakar, sur la côte atlantique, est un autre point d'entrée au Sénégal, le troisième étant la frontière gambienne dans le sud du pays. Par ailleurs, le train express provenant du Mali constitue un autre accès permettant d'acheminer clandestinement les drogues au Sénégal.

La Sénégal est également frontalier de la Guinée-Bissau, qui est impliquée dans la contrebande de cocaïne, des zones de production situées en Amérique du Sud jusqu' à l'Afrique occidentale. Selon des rapports, la cocaïne provenant des régions andines d'Amérique du Sud serait produite par un consortium de trafiquants d'Amérique du Sud et d'Afrique occidentale. Les ressortissants nigériens semblent dominer ces groupes. La cocaïne est ensuite transportée vers l'Afrique occidentale, de préférence par bateau, car cela permet de transporter de plus grands volumes et d'éviter plus facilement les interceptions par les agences anti-drogue. Les villes de Sao Paulo et Salvador au Brésil sont des points de départ importants. Le Venezuela et les Îles des Caraïbes de la Martinique et des Antilles néerlandaises sont aussi des points d'escale importants. La cocaïne est débarquée sur les côtes ouest-africaines directement des bateaux ou en utilisant des embarcations plus petites comme des bateaux à moteur et des navires de

pêche. La côte entre Dakar et Saly est jonchée de points de débarquement pour les bateaux à moteur.

Une partie de la cocaïne, qui est estimée à un total de 20 à 50 t par an, arrive finalement à Dakar. La proportion du commerce transitant par le Sénégal n'a pas été quantifiée. Cependant, les données sur les interceptions et les saisies indiquent que les trois pays les plus régulièrement ciblés sont la Nigeria, le Ghana et la Guinée-Bissau. Quand la cocaïne est destinée à l'Europe, elle est transportée à travers le Sahara vers les rivages du Maroc.<sup>20</sup> Il semblerait que les individus ayant une double nationalité, ou des nationalités multiples, jouent un rôle essentiel dans la gestion des itinéraires du trafic reliant l'Amérique du Sud et l'Afrique occidentale. Ils ont pris de plus en plus d'importance depuis le début de ce siècle. L'une des nationalités doit inévitablement être celle d'un pays sud-américain ou des Caraïbes.

Le schéma type consiste à créer et à enregistrer une entreprise dans un pays

d'Afrique occidentale. L'industrie de la pêche représente une couverture idéale car elle permet d'importer des drogues et des produits permettant d'expliquer les fonds qui reviennent à l'opérateur. Certains des individus impliqués dans le trafic de drogue en Afrique occidentale ont utilisé leur présence légale des deux côtés de l'Atlantique pour établir des itinéraires à travers la Gambie qui valent des milliards de dollars.<sup>21</sup>

La plus grande source d'inquiétude est de loin la proximité du Sénégal avec la Guinée-Bissau, un pays qui a été caractérisé comme le « premier narco-État » d'Afrique. L'une des raisons de cette description peu charitable est l'utilisation de son territoire pour faire le trafic de drogue, essentiellement de cocaïne, provenant d'Amérique du Sud. Une étude des Nations Unies a conclu que « près de 2 200 livres de cocaïne arrivaient par avion chaque soir, et davantage arrivait par la mer. Près de 50 barons de la drogue provenant de Colombie sont basés en Guinée-Bissau, contrôlant le commerce de la cocaïne et soudoyant les militaires et les politiciens pour la protéger.<sup>22</sup> L'influence de ce commerce sur le fonctionnement des jeunes institutions de l'État est tout particulièrement importante. Elle a été décrite de la manière suivante:<sup>23</sup>

« À travers le commerce de la drogue, certains hauts responsables des secteurs militaire et civil, ont pu amasser une richesse et une influence sans précédent, les rendant moins tenus par les contraintes de leurs postes, d'autres institutions ou du système politique. Leurs décisions sont opportunistes et reposent sur des intérêts personnels et arbitraires. Pendant ce temps, les changements de pouvoir deviennent plus fréquents et violents étant donné les grandes quantités d'argent brassées par le commerce de la drogue par rapport à l'économie. Cela transcende les

anciennes pratiques de corruption et de patronage en Guinée-Bissau, qui nécessitaient un certain degré de soutien entre les élites et entre les institutions. Le trafic de drogue a fourni à la fois les moyens et le motif pour marginaliser l'État, et a suscité sa propre concurrence acharnée. Il a affaibli l'état dans son intégralité, alors que les institutions sont cooptées ».

Le scénario décrit est comparable à ce qu'on appelle aussi la « gouvernance criminelle ».

Isabella Atechhking Leke, une ressortissante camerounaise travaillant

La plus grande source d'inquiétude est de loin la proximité du Sénégal avec la Guinée-Bissau, le « premier narco-État » d'Afrique

à Dakar comme agent de nettoyage, a été arrêtée dans le terminal "Arrivée" de l'aéroport de Dakar par les agents du Bureau Central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (OCRTIS). Après un test d'urine, elle a été contrôlée positive pour la cocaïne et une radio a également révélé la présence de 65 boulettes de drogue dans son abdomen. Selon ses dires, elle transportait la drogue en contrepartie d'une somme de 3 000€. Cette fois-là, elle était en transit du Brésil vers le Cameroun, la destination finale de la cocaïne. D'autres affaires témoignent du rôle croissant des femmes comme passeuses. D'après les données de l'OCRTIS, les femmes sénégalaises jouaient au départ un rôle secondaire, et travaillaient en général comme passeuses pour les grands barons de la drogue en contrepartie d'une somme d'argent. Cependant, depuis les années 1980, les femmes ont endossé des rôles de plus en plus importants au sein des grands réseaux. Les 1 943 femmes arrêtées dans le pays pour usage et trafic de drogue entre l'an 2000 et 2010, soulignent la magnitude du problème au Sénégal.

Le rôle significatif des ressortissants étrangers dans l'industrie de la drogue à Dakar, longtemps soupçonné mais reposant souvent sur des spéculations, est apparu en 2011. Les ressortissants de 13 pays ont été arrêtés pour trafic international de drogue, à savoir, des Cap-verdiens, Sud-africains, Espagnols, Argentins, Allemands, Ivoiriens, Maliens, Guinéens, Gambiens, Nigériens, Ghanéens, Bissau-Guinéens et Sénégalais. Il a aussi été établi que des éléments criminels détenaient des postes dans les organisations les plus improbables. En 2009, L'Office des Nations Unies contre la drogue et le

Crime (UNODC) a attiré l'attention sur l'implication de certains marabouts, chefs religieux musulmans et enseignants en Afrique occidentale, dans le trafic de drogue.<sup>24</sup>

### Trafic de produits pharmaceutiques

La contrebande et le trafic de produits pharmaceutiques contrefaits, essentiellement des médicaments, sont une préoccupation croissante à Dakar. Ces médicaments sont distribués en grandes quantités à Dakar et dans tout le pays. La vente de médicaments au Sénégal est sujette à l'obtention d'une autorisation de commercialisation. Cette autorisation est uniquement accordée une fois que les produits ont été testés par un laboratoire de référence. Cependant, l'analyse d'une substance médicale coûte très cher. Par conséquent, les trafiquants acheminent clandestinement des médicaments contrefaits des pays voisins tels que la Mauritanie, la Gambie et le Mali.

Les médicaments illégaux proviennent de laboratoires indiens et chinois

spécialisés dans la fabrication de médicaments génériques. L'importateur de médicaments a le choix entre des ingrédients de base de différentes qualités. Par exemple, l'oxytétracycline que l'on trouve dans presque tous les médicaments vétérinaires est disponible en diverses qualités. En général, pour que la première commande soit soumise à un test d'autorisation, l'importateur choisira la meilleure qualité. Pour les commandes suivantes, un importateur malhonnête (tel qu'un trafiquant) choisira des médicaments de qualité moins chère, qui peuvent être dangereux pour la santé. Les médicaments que l'on

ont été pris sur le fait lors d'une inspection du gouvernement dans la ville voisine de Touba. Leur intention était clairement de revendre l'excédent sur le marché parallèle. Un pharmacien qui perçoit un bénéfice de 50 pourcent peut proposer une commission de 30 pourcent à son client de détail.

2. Le trafiquant importe de Mauritanie des produits pharmaceutiques interdits au Sénégal.
3. Le trafiquant importe des médicaments contrefaits dans des conteneurs en provenance de pays européens, et principalement l'Italie.

## Aucunes preuves n'ont encore été avancées pour prouver que des drogues dures étaient produites à Dakar

trouve sur le marché de Dakar ont des prix très variés. Certains médicaments fabriqués en Chine ou en Inde, bien qu'ils soient efficaces sur le plan clinique, ont des conséquences destructives sur la santé publique. Par exemple, le Diclofenac, aussi appelé *Niokète* en langue Wolof (signifiant analgésique), est lié à un taux élevé de maladies cardiovasculaires dont souffrent les populations des zones rurales du Sénégal. Ces médicaments sont distribués en grandes quantités à Dakar et à l'intérieur des terres. Bien que le Diclofenac soit très critiqué en Europe, il est populaire dans les zones rurales du Sénégal.<sup>25</sup>

Le trafic de médicaments contrefaits sur le marché parallèle peut revêtir trois formes:

1. Le trafiquant reçoit les médicaments par des voies officielles, soit de la Pharmacie Centrale, avec la complicité d'initiés, ou par un pharmacien dirigeant sa propre pharmacie. Ce scénario a été corroboré lorsque des pharmaciens qui avaient commandés une quantité de médicaments supérieure à ce dont ils avaient besoin,

La rentabilité du trafic de produits pharmaceutiques contrefaits explique pourquoi on trouve tous types de médicaments sur le marché Ocas ou marché « d'escompte » de Touba à des prix divers. Le marché fournit aussi le marché Keur Serigne bi (maison du marabout) situé au centre de Dakar. Ce centre de trafic illicite de médicaments abrite aussi l'école coranique. Les personnes qui vont à Keur Serigne bi à la recherche de médicaments bon marché n'ont pas idée des risques qu'ils prennent. Les forces de l'ordre ont fait plusieurs descentes dans le marché et ont saisi des produits pharmaceutiques contrefaits, mais malgré cela, les intermédiaires continuent à vendre les médicaments ouvertement aux passants.

Keur Serigne bi est composé de commerçants appartenant à la *fraternité religieuse dynamique de Mouride*, qui domine le secteur informel à Dakar. Cette fraternité est connue pour disposer d'une influence politique et économique considérable. Les gouvernements successifs ont minimisé la vente illicite de produits pharmaceutiques, apparemment pour ne pas aliéner les votants affiliés à la fraternité. En fait, l'ancien Président

Abdoulaye Wade a déclaré lors de l'inauguration du Centre Commercial de Touba Sandaga qu'il était lui-même un commerçant informel. Cette déclaration a encouragé le commerce informel sous toutes ses formes. La fermeture de Keur Serigne bi sans la permission du Khalife Général de Touba pourrait enflammer les émotions à Dakar. Le marché abrite une école religieuse.<sup>26</sup>

## L'impact du trafic sur la gouvernance

Pour souligner l'impact du trafic de drogue sur les environnements hôtes, il faut d'abord reconnaître la nature segmentée du commerce de la drogue. Il est structuré en trois segments, à savoir la production, le transport/la distribution et la vente.

Aucunes preuves n'ont encore été avancées pour prouver que des drogues dures étaient produites à Dakar. Cependant, les enquêtes achevées et les affaires judiciaires montrent que les trafiquants sénégalais, en conjonction avec leurs homologues étrangers, sont de plus en plus impliqués dans le trafic de cocaïne et d'héroïne. Dakar est une destination ainsi qu'un point de transit pour ces drogues. La plus grande saisie à ce jour s'est élevée à 2 475 kg de cocaïne en juin 2012 dans un yacht déserté, au large des côtes de Dakar qui servait de cache près de la ville. En 2013, les douanes britanniques ont saisi un chargement contenant 168 kg de cocaïne à Tilbury en transit de Dakar vers la Belgique.

Il est évident que les locaux prennent part au transport des drogues de Dakar vers l'Europe en contrepartie d'une somme d'argent payée en euros ou en dollars. Les méthodes utilisées consistent à avaler des boulettes de drogue, à cacher la drogue dans des valises à double fond ou à la transporter sous forme liquide.<sup>27</sup> L'une des méthodes relativement nouvelles consiste à cacher les drogues

dans des marchandises importées, telles que des équipements électroniques, voire même des confiseries. Cette pratique va de pair avec les mariages simulés entre de jeunes femmes sénégalaises et des européens. Cette stratégie comprend plusieurs étapes, dont la première consiste, pour un trafiquant étranger, à s'établir dans un quartier résidentiel de Dakar où il crée une petite entreprise de vente de produits tels que des produits cosmétiques et de l'équipement électronique importés d'Europe ou des USA. Lors de la deuxième étape, il « se marie » avec une femme sénégalaise afin de s'intégrer dans la communauté. Lors de la troisième phase, le couple crée une entreprise qui importe des produits qui contiennent des drogues cachées.<sup>28</sup> Les drogues sont finalement acheminées clandestinement à l'extérieur du pays par air (en utilisant parfois des mules), par route ou par mer.

De nombreuses détenues de la prison Liberté VI à Dakar et Rufisque ont été incarcérées pour des activités liées à la drogue. Des Sénégalaises purgent aussi des peines de prison dans d'autres pays. L'une d'entre elles purge une peine à Sao Paulo, au Brésil, pour avoir transporté 18 kg de cocaïne, alors qu'une autre a été arrêtée dans ce même pays en possession de 5,6 kg de cocaïne. Des Sénégalaises transportant de la cocaïne ont été arrêtées à l'aéroport de Casablanca alors qu'elles étaient en transit vers l'Europe. Une Sénégalaise mariée à un Roumain était recherchée en 2008 par les agents de l'OCRTIS dans une affaire portant que 5 t de cocaïne. À peu près au même moment, une autre Sénégalaise a été arrêtée avec 8 t de haschisch<sup>29</sup>.

Les drogues sont aussi transportées clandestinement à bord du train entre la Sénégal and le Mali, ainsi que dans des camions récupérant des marchandises au port de Dakar et circulant entre le Mali et Dakar. La route Bissau-Banjul-

Dakar sert à transporter une partie de la cocaïne provenant d'Amérique du Sud.

La seule drogue qui semble avoir un marché de consommation élevé à Dakar est le cannabis. Cependant, il convient de noter que la cocaïne et l'héroïne, qui étaient auparavant considérées comme des drogues pour les riches et les privilégiés, sont maintenant consommées par une partie de la jeunesse de Dakar. Les toxicomanes sont souvent jeunes, âgés entre 12 et 29 ans. Les crimes liés aux drogues, d'après les données fournies par les services correctionnels pénitentiaires, ont atteint un niveau alarmant. La plupart des crimes sont le résultat de l'abus ou du trafic de drogue, les délits commis incluant le vol, les voies de fait, le meurtre, le viol, la violence physique et verbale, et les troubles de la paix.

Bien qu'il n'y ait pas suffisamment d'indicateurs pour qualifier Dakar de plaque tournante du trafic de drogue, les preuves anecdotiques montrent que l'utilisation de la ville pour acheminer les drogues vers d'autres parties du monde pourrait représenter un intérêt. Les réseaux chargés d'acheminer les drogues à Dakar veulent de toute évidence assurer le succès de leurs opérations, ce qui donne lieu à des interactions avec les institutions publiques. Les entrepreneurs légitimes tout comme les entrepreneurs illicites ont tendance à chercher à influencer les agences gouvernementales, les institutions politiques et les entreprises. Dans le cas du crime organisé, l'intention est de neutraliser ces institutions, ou en cas d'impossibilité, de les exploiter ou de les coopter et d'usurper leurs fonctions. Cette volonté de dominer ou d'exploiter n'est pas unilatérale, comme l'ont observé certains commentateurs:<sup>30</sup>

« Il existe de nombreux exemples où les institutions politiques et autres institutions étatiques ont tiré pleinement avantage de leurs

positions, souvent en cooptant les groupes de crime organisé pour servir leurs propres intérêts politiques et financiers. Ce lien politico-criminel ne cesse de se renforcer, grâce, d'une part, à la nature dynamique et adaptative des réseaux criminels et à leur capacité d'opérer et de manœuvrer entre l'espace politique et virtuel, et d'autre part, à la légitimité décroissante de l'État et des institutions politiques à travers le globe. »

Les accords collusoires entre les réseaux criminels et les fonctionnaires de l'État en Guinée-Bissau ont été décrits ci-dessus. Dans un sens, on peut comprendre que le trafic de drogue organisé via un territoire non consommateur et frappé par la pauvreté puisse déboucher sur une telle situation. L'absence de transparence et de reddition de compte dans le financement des partis politiques et des candidats électoraux est un autre facteur qui pourrait soutenir une dérive dans ce sens. Au même titre que les entrepreneurs légitimes, les trafiquants de drogue considèrent qu'il est dans leur intérêt d'investir dans la politique. Mais une bonne gouvernance nécessite davantage qu'une gestion responsable des affaires publiques. Elle sous-entend aussi une gestion équitable et durable des ressources.<sup>31</sup> La création d'opportunités économiques durables comme mesure clé de la gouvernance est incluse dans l'indice Mo Ibrahim de la Gouvernance Africaine.<sup>32</sup>

Le trafic de drogue suppose de gérer les risques d'interception et d'interruption par les autorités publiques, en ayant recours, si nécessaire, à la corruption du système. Il peut aussi nécessiter de s'implanter le long des itinéraires de contrebande en fournissant des équipements, produits et services aux communautés ou aux individus clés. Il existe de nombreux exemples de ces deux formes de gestion des risques par

des organisations illicites issues d'autres parties de l'Afrique<sup>33</sup> et d'Amérique du Sud.<sup>34</sup>

Le trafic de drogue ne peut pas prospérer sans la collusion de hauts responsables occupant des postes stratégiques, notamment dans le service des douanes. Au moment de la rédaction du présent document, une affaire impliquant la collusion de deux agents de douane avec certains hommes d'affaires de l'industrie hôtelière et un magnat de la lutte sénégalais était en cours à Dakar. Aucune affaire de complicité de la part d'un politicien éminent n'a été signalée.

À ce stade de l'étude, les preuves de l'influence du trafic de drogue sur le maintien de l'ordre à Dakar sont purement anecdotiques, même si Abdoulaye Niang, haut-gradé des forces de l'ordre, qui a dirigé l'OCRTIS, a été impliqué dans le vol et la revente de

drogues saisies par la police au cours de son mandat. Il a été suspendu en juillet 2013 mais a été innocenté à l'issue d'une procédure judiciaire.<sup>35</sup> Par la suite, un agent de police travaillant au Bureau Central pour la répression du trafic illicite de stupéfiants (OCRTIS) a été arrêté alors qu'il était sur le point de recycler et de vendre des boulettes de cocaïne à un trafiquant nigérian bien connu à

À ce stade de l'étude, les preuves de l'influence du trafic de drogue sur le maintien de l'ordre à Dakar sont purement anecdotiques

Dakar. L'agent a accusé certains de ses collègues de complicité dans la pratique de la revente de drogues saisies aux criminels.

L'une des questions parfois soulevées concerne l'importance de l'accès sans visa des ressortissants d'Afrique

occidentale à Dakar qui y font le trafic de drogue et mènent d'autres activités criminelles. On a le sentiment que le libre accès a permis aux réseaux criminels étrangers de faire leurs affaires à Dakar sans que les autorités aient les moyens suffisants pour les en empêcher. Cet argument est valable si l'on considère la facilité avec laquelle certaines personnes internationales discutables

acquièrent le droit de se déplacer librement en Afrique occidentale grâce à l'obtention de la nationalité d'un pays membre de la CEDEAO. En Gambie, et vraisemblablement aussi en Guinée-Bissau, il est possible d'obtenir un passeport pour 100€.



## Notes

- 1 Voir <http://www.notre-planete.info/terre/outils/distances.php> (Consulté en juin, 2012).
- 2 Ibid.
- 3 Voir '28<sup>th</sup> map of Senegal's maritime coastline, from Cape Verde to the Island of Gorée' dans 'Adanson's unpublished maps of Senegal', Fig. 5, p. 98, Archives Nationales sénégalaises et françaises.
- 4 Voir Seck, Assane, *West-African Metropolis*, Mémoires de l'Institut Fondamental d'Afrique Noire 85, IFAN-Dakar 1970, p. 285 et après.
- 5 Ndao, Momar, *Supply services in Dakar from 1914 to 1945*, [city?]: L'Harmattan, 2009, p. 9; voir aussi *Rural-urban migration and Urbanisation in Senegal*, Paris: Orstrom's Records and Publications, 1977.
- 6 Voir *The Economic and Social Status of the Dakar Region*, Dakar: National Agency for Demography and Statistics, 2006, p. 16; voir aussi *The Dakar Job Market: employment, unemployment and working conditions in Greater Dakar*, Results of phase 1 of the survey 1-2-3, DPS, Mai 2004.
- 7 Ibid, 18.
- 8 Déclaration du Ministre de l'Intérieur, le Général Pathé Seck, lors de la cérémonie sur les drogues saisies à l'occasion de la Journée Internationale contre l'Abus et le Trafic illicite de Drogues le 26 juin 2013.
- 9 La décharge de Mbeubeusse reçoit 1 300 t d'ordures tous les jours de la capitale sénégalaise.
- 10 La Gendarmerie de Rufisque et une interview avec le Commissaire de Police de Pikine, Ndiara Sène.
- 11 Comité interministériel contre les drogues
- 12 Interview avec la police.
- 13 Ganila est la marque de commerce du tissu « bazin riche » de haute qualité. Le cannabis du même nom est apprécié en raison de sa grande qualité et de la quantité d'argent qu'il peut générer.
- 14 Comité interministériel contre les drogues
- 15 Interviews menées par Boubacar Diariso en mars et avril 2013.
- 16 Interview avec l'Inspecteur Chimère Ba, OCRTIS
- 17 Interview avec le Commissaire Camara, Chef de la Sécurité Urbaine à Dakar. La déclaration a été confirmée par Tamsir Diakhaté, Commissaire divisionnaire et ancien commissaire au Quartier Général de la Police à Dakar, et par le Général Abdoulaye Niang de la gendarmerie sénégalaise.
- 18 Voir Jugement N°12 de la Cour d'assises de Dakar, 2<sup>e</sup> séance du 16 novembre 2009)
- 19 (Voir Jugement N°6 de la Cour d'assises du 1<sup>er</sup> mars 2011, le Parquet Général opposé à Douglas Quashie et Aïssatou Pathé Diallo).
- 20 Voir la discussion générale des itinéraires à travers l'Afrique occidentale sur le blog African Narco News, disponible à l'adresse suivante <http://african-business.blogspot.com/2013/08/west-african-cocaine-routes-to-europe.html> (consulté le 30 septembre 2013).
- 21 Voir <http://african-business.blogspot.com/2013/10/inside-1-billion-west-african-cocaine.html> (consulté en octobre 2013).
- 22 UN 2012 cité sur <http://african-business.blogspot.com/2013/10/inside-1-billion-west-african-cocaine.html> (consulté en octobre, 2013).
- 23 O'Regan D & Thompson, P. *Advancing stability and reconciliation in Guinea-Bissau: lessons from Africa's first narco-State*. 2013. Washington, DC: Africa Centre for Strategic Studies, 21.
- 24 Voir <http://www.visiobooks.com/news/Societe/>
- 25 Voir, par exemple, <http://www.telegraph.co.uk/health/healthnews/9866239/Commonly-used-painkiller-should-be-banned-over-heart-risk.html> (consulté le 16 novembre 2013)
- 26 L'interférence perçue avec les chefs religieux et les institutions est considérée comme sensible, comme l'a prouvé l'arrestation pour meurtre du charismatique Cheikh Bethio Thioune. Voir [http://www.nytimes.com/2012/11/20/world/africa/murder-case-against-cheikh-bethio-thioune-tests-senegals-new-government.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2012/11/20/world/africa/murder-case-against-cheikh-bethio-thioune-tests-senegals-new-government.html?_r=0) (consulté en novembre 2012).
- 27 Informations fournies par le service des douanes sénégalaises.
- 28 Interview avec le Commissaire divisionnaire, Abdoulaye Niang, op. cit. Le Général Niang a ensuite été accusé de complicité de trafic de drogue.
- 29 Interview avec le Directeur Général de la Police du Sénégal, Commissaire divisionnaire de la Police et ancien Directeur de l'OCRTIS, Abdoulaye Niang.
- 30 Doherty (2001); Glenn (2009) Helgesen (2009)
- 31 (Standing 2008)
- 32 Indice Mo Ibrahim de la Gouvernance africaine publié tous les ans et disponible sur [www.moibrahimfoundation.org](http://www.moibrahimfoundation.org).
- 33 Par exemple, les « Cape flats » en Afrique du Sud.
- 34 Cano I, *Violence and Organised Crime in Brazil*, 2013, Berlin: Heinrich Böll Stiftung, 179–188.
- 35 L'arrestation a été déclenchée suite à des déclarations d'un trafiquant de drogue nigérian affirmant que des hauts fonctionnaires de police avaient agi de concert dans ses activités et avaient vendu de la cocaïne saisie d'une valeur de 100 000\$. Voir l'article de presse sur <http://www.africareview.com/News/Senegal-police-in-a-pickle-over-link-with-Nigerian-drug-lord/-/979180/1918744/-/lio722/-/index.html> (consulté le 18 juillet 2013)

## À propos des auteurs

Boubacar Diarisso est consultant en gouvernance et en administration publique. Il a contribué à la rédaction du document stratégique sur la gouvernance du Sénégal, sous la direction du Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, et a passé près de deux ans en charge du Programme Paix et Gouvernance de l'USAID au Sénégal. Il possède un diplôme d'études supérieures en sciences politiques obtenu à l'Université de Dakar ainsi qu'un diplôme d'études spécialisées en affaires internationales obtenu à l'Institut des Hautes Etudes Internationales (HEI) de Paris. Il a mené des recherches approfondies sur l'administration publique dans le cadre de son doctorat en sciences politiques à l'Université de Dakar.

Charles Goredema est consultant principal en recherche et travaille sur plusieurs projets gérés par l'ISS et la Banque africaine de développement. Ses principaux domaines d'intervention sont le crime économique transnational, la gouvernance et les flux financiers illicites. Avocat de formation, la carrière de Charles inclut la poursuite judiciaire de crimes économiques (Zimbabwe), des cours de conférence sur la justice criminelle (Zimbabwe et Afrique du Sud) ainsi que la gestion de projets de recherche axés sur le crime organisé (Afrique du Sud).

## À propos de l'ISS

L'Institut d'Études de Sécurité est une organisation africaine qui vise à améliorer la sécurité humaine sur le continent. Il mène des travaux de recherche indépendants et pertinents, propose des analyses et conseils stratégiques d'expert, des formations pratiques ainsi qu'une assistance technique.

## Remerciements

**IDRC | CRDI**

International Development Research Centre  
Centre de recherches pour le développement international

Ce document a été rendu possible grâce au soutien du Centre de Recherches pour le Développement International. L'ISS est reconnaissant du soutien apporté par les membres suivants du Forum des Partenaires de l'ISS: les gouvernements de l'Australie, du Canada, du Danemark, de la Finlande, du Japon, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Suède et des USA.

© 2014, Institut d'Études de Sécurité

Les Droits d'auteur sur l'intégralité du volume sont conférés à l'Institut d'Études de Sécurité, et le présent document ne peut en aucun cas être reproduit en intégralité ou en partie, sans la permission écrite expresse des deux auteurs et des éditeurs.

Les opinions exprimées dans les présentes ne reflètent pas nécessairement celles de l'ISS, de ses fiduciaires, des membres du Conseil Consultatif ou des bailleurs de fonds. Les auteurs contribuent aux publications de l'ISS en leur qualité personnelle.

## ISS Pretoria

Block C, Brooklyn Court,  
361 Veale Street  
New Muckleneuk,  
Pretoria, South Africa  
Tel: +27 12 346 9500  
Fax: +27 12 460 0998  
pretoria@issafrica.org

## ISS Addis Ababa

5th Floor, Get House  
Building, Africa Avenue,  
Addis Ababa, Ethiopia  
Tel: +251 11 515 6320  
Fax: +251 11 515 6449  
addisababa@issafrica.org

## ISS Dakar

4th Floor, Immeuble Atryum  
Route de Ouakam,  
Dakar, Senegal  
Tel: +221 33 860 3304/42  
Fax: +221 33 860 3343  
dakar@issafrica.org

## ISS Nairobi

Braeside Gardens,  
off Muthangari Road  
Lavington, Nairobi, Kenya  
Tel: +254 20 266 7208  
Fax: +254 20 266 7198  
nairobi@issafrica.org

[www.issafrica.org](http://www.issafrica.org)

ISS Rapport N°260

ISSN 1026-0404



9 771026 040004